

La voix de l'Opposition de gauche

Gouvernement et patronat : les grandes manoeuvres continuent.

12 juillet 2012

Non, personne ne savait quelle politique Hollande allait mettre en oeuvre une fois élu président, même ceux qui ont appelé à voter pour lui. Et pourtant. Sources : Reuters, AFP, Le Monde, Libération, Le Point.

Acte 1 scène 1. Morbleu, quelle impatience !

Laurence Parisot a beau être sortie mécontente de la grande conférence sociale des 9 et 10 juillet, elle aura au moins gagné sur un tableau: la question de l'allègement du coût de travail pour les entreprises ne se pose plus en termes de "si", mais de "comment".

Pendant la campagne présidentielle, en effet, la question du coût du travail était l'apanage de Nicolas Sarkozy.

François Hollande, lui, bottait en touche sur cette question. *"Le coût du travail est-il trop élevé en France? Par rapport à qui? Aux pays émergents? Sûrement, mais notre avantage compétitif ne peut se jouer sur ce terrain. A nos voisins et notamment aux Allemands? Nous sommes au même niveau"*, déclarait en avril 2012 le candidat socialiste à l'Élysée, dans un grand entretien à L'Express. Pour Hollande, le déficit de compétitivité des entreprises n'était pas lié au coût du travail mais à un déficit d'innovation, de recherche, de spécialisation industrielle et de taille des entreprises.

Lundi 9 juillet, dans son discours d'ouverture de la conférence, François Hollande ainsi a clairement reconnu que le coût du travail était un élément important de la compétitivité des entreprises. *"Pour les entreprises les plus exposées à la mondialisation, nous devons trouver le moyen de les aider à rester dans la course. (...) Voilà pourquoi je considère nécessaire une réforme du mode de financement de la protection sociale pour qu'il ne pèse pas seulement sur le travail."*

Et cela ne passe pas seulement par les charges patronales. Le coup de pouce au Smic, tant revendiqué par les syndicats et le Front de gauche, s'est transformé en pichenette: la revalorisation le 1er juillet s'est limitée à 2%, soit un coup de pouce réel, hors inflation, de 0,6%, alors que François Hollande parlait pendant la campagne présidentielle d'un "rattrapage de ce qui n'avait pas été fait sous Nicolas Sarkozy", ce qui aurait dû se traduire par une hausse plus forte. La question des salaires, censée être un point central de l'agenda social, n'a fait l'objet d'aucune annonce précise par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault mardi soir. (lexpansion.com 11.07)

La question n'était pas "si", l'affaire était entendue dès le départ, le PS est un parti (bourgeois) appelé à gérer la société pour le compte des capitalistes comme il l'a démontré à de nombreuses reprises en un siècle, le patronat pouvait donc compter dessus, la question était plutôt "comment", question qui pour être réglée nécessitait le passage du relais de l'UMP au PS auquel syndicats et partis ouvriers ou assimilés étaient liés, ce qui devait faciliter les choses par la suite, non sans difficultés que les uns et les autres auraient à assumer de leur côté avec leur base, la routine quoi, puisque aucun parti ne prendrait la responsabilité d'une scission pour créer un véritable syndicat de lutte de classe.

Le scénario classique allait se mettre en place, une fois divisés sur l'attitude à avoir face aux premières mesures annoncées, ceux qui apparaissaient comme les plus radicaux sans rompre leurs relations toutefois avec le gouvernement et le patronat ni avec Chérèque qui est le bras armé de la contre-révolution dans les syndicats, accuseraient les autres syndicats d'être responsables de leur impuissance face au rouleau compresseur du gouvernement et de Bruxelles, d'empêcher toute mobilisation nationale ainsi la répartition des rôles serait respectée et la politique du gouvernement pourrait s'appliquer, tranquillement... ou presque.

Acte 1 scène 2. Tout de suite les grands mots.

Quand Jean-Marc Ayrault finit son discours de clôture de la grande conférence sociale, mardi 10 juillet à 17h30, toute la salle applaudit sauf... Laurence Parisot. La présidente du Medef est ressortie particulièrement mécontente de la grande conférence sociale. "*C'est inacceptable*", lâche-t-elle en sortant de l'hémicycle du palais d'Iéna, tout en se reprenant devant les médias: "*ne parlez pas de clash, nous voulons continuer à discuter*".

Qu'est-ce qui lui déplaît donc tant dans la feuille de route sociale dévoilée hier soir par le Premier ministre? Celle-ci "*ne tient pas compte des réalités que vivent les entreprises*" risque de créer "*des rigidités nouvelles*", confie Laurence Parisot.

Acte 2 scène 1. Voyez plutôt la suite, c'est encourageant, non ?

Le Premier ministre a confié à Louis Gallois une mission sur la compétitivité de l'industrie.

Ce qui est plutôt bon signe pour les entreprises. L'ancien patron d'EADS plaide en effet pour un allègement conséquent des cotisations patronales, de l'ordre de 30 à 50 milliards d'euros afin de créer "*un choc d'offre*". L'autre motif de satisfaction pour Laurence Parisot, c'est l'annonce d'une réforme, en 2013, du financement de la protection sociale. Avec pour objectif, là encore, d'abaisser le coût du travail. "*Nous avons noté avec satisfaction que le Premier ministre aborde la question du financement de la protection sociale et il le fait courageusement en imaginant un calendrier assez serré, c'est un bon signe*", a reconnu hier soir Laurence Parisot. (lexpansion.com 11.07)

La méthode madame Parisot, la méthode, d'un côté Hollande et Ayrault font de grands et beaux discours pour distraire la galerie, enfariner les ignorants, de l'autre il passe à l'action

Acte 2 scène 2. Ne grillez pas votre dernière cartouche, ils sont plein de bonnes intentions à votre égard et vous le savez très bien.

Aux membres de la Conférence nationale de l'industrie (CNI), instance de concertation qui rassemble douze filières industrielles, le premier ministre Jean-Marc Ayrault a proposé un "*grand pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi*".

La préparation de ce pacte revient à l'ancien président d'EADS Louis Gallois, qui participera désormais aux travaux de la CNI et a été chargé, à l'issue de la Grande conférence sociale mardi, d'une mission sur la compétitivité des entreprises. Les conclusions de cette mission seront dévoilées mi-octobre.

Il a promis que "*l'ensemble des leviers de la compétitivité (seraient) discutés, et cela sans tabous*". "*Je pense à la question, souvent évoquée dans l'industrie, du coût du travail et aux modalités de*

financement de la protection sociale", a enchaîné M. Ayrault, sans évoquer explicitement une éventuelle hausse de la CSG.

"*Le chantier qui est devant nous est crucial et déterminera en grande partie l'avenir de notre pays*", a martelé M. Ayrault, qui a promis une conférence "*en grand format*" à l'automne.

"*Nous allons maintenant entrer dans la concrétisation*", a promis Arnaud Montebourg, voulant que "*les décisions commencent à sortir à la rentrée secteur après secteur*". (AFP 11.07)